

défense nationale et sécurité collective

ACTUALISATION ET RENOUVELLEMENT DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE

GÉOPOLITIQUE ET CRIMINOLOGIE

Crime organisé : un péril stratégique sous-estimé par l'Union européenne

Xavier RAUFER



Extrait du n° 3 - mars 2006

En janvier 2005, M. Franco Frattini ⁽¹⁾ annonçait une série de mesures destinées à combattre l'emprise grandissante du crime organisé sur l'Europe ⁽²⁾. Une mobilisation explicable par un rapport d'*Europol*, qui signalait peu auparavant que 4 000 *gangs*, comptant au total 40 000 criminels, opéraient dans l'UE, en forte augmentation par rapport aux 3 000 *gangs* dénombrés l'année précédente. D'où ces mesures nouvelles qui, telles qu'énoncées par la presse, sont soit rétrospectives (peines plus lourdes pour les chefs de *gangs*) soit administratives (coopération renforcée entre polices et justices de l'UE).

Hormis cette mention par *Europol* d'un nombre (exprimé en chiffres ronds) d'entités criminelles opérant dans l'UE, nul diagnostic ni bilan ne semble avoir été fait — du moins publiquement — par cette dernière sur la gravité du crime organisé, planétaire d'abord (ce phénomène étant désormais mondialisé), puis à l'échelle de l'Europe. De façon regrettable, la dimension criminelle des grands flux et trafics illicites à la surface du globe — et notamment en direction de l'UE — paraît même oubliée dans nombre de rapports ou textes de travail produits par l'Union. De cela, deux exemples choisis parmi bien d'autres :

- Le rapport annuel 2005 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies ne consacre pas une ligne (sur 87 pages) à la dimension criminelle et même mafieuse du problème. Comme s'il s'agissait là d'un simple problème de santé publique ; comme si « la drogue » était une fatalité de type météorologique (la grêle a ravagé le vignoble X), surgissant par génération spontanée ; comme si les 135 tonnes d'héroïne infiltrées puis consommées chaque année dans l'UE (selon le rapport *Europol* 2005) se fabriquaient, se transportaient et se distribuaient par magie.

- Comptant au total 260 pages, les quatre *Progress Reports* ⁽³⁾ des pays balkaniques (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Serbie-Monténégro) en consacrent 2 au trafic de stupéfiants — et encore, rédigées en nuances si délicates et pudeurs de langage si exquises, qu'elles interdisent rigoureusement toute prise de conscience de la gravité et de l'aspect massif du phénomène que nous décrivons un peu plus bas ; ce, après un préalable exposé sur les liens unissant flux illicites et crime organisé.

LE CRIME ORGANISÉ : UN QUASI-MONOPOLE DES FLUX ILLICITES

Les deux règles criminologiques suivantes sont cruciales pour bien concevoir le rôle du crime organisé dans la genèse et la circulation des flux d'êtres humains ou de biens illicites :

- **Seule une société criminelle stable** (*gang*, cartel ou clan mafieux au sein duquel, bien sûr, les individus changent) **peut contrôler au long cours un flux illicite** (migrants, stupéfiants, etc.). Même si ce flux a des initiateurs eux-mêmes non criminels, il est récupéré par des bandits qui, seuls, peuvent pour cela intimider, rudooyer ou tuer.

Le si lucratif trafic de cocaïne vers l'Amérique du Nord en est un bon exemple ⁽⁴⁾ : vers 1975 aux États-Unis, la cocaïne devient la drogue favorite de la « génération cannabis ». Les premiers narco-trafiquants sont des fils de grandes familles colombiennes, alimentant leurs relations de Miami, capitale du *business* latino-américain où ils résident souvent. Alonzo, Jorge et Fabio Ochoa achètent ainsi la « coke » au jeune entrepreneur colombien, Fabio Restrepo, pour alimenter la *jet-set* de Floride. Ils importent alors à Miami 50 à 60 kilos de cocaïne par trimestre (à 40 000 \$ le kilo) ; un artisanat qui rapporte une fortune. Intervient alors Pablo Escobar, voyou rusé et opportuniste des banlieues de Medellín ; ni riche héritier, ni *businessman* doué, ni chimiste de génie — juste un brutal *gangster*. Début 1975, il « travaille » pour le tandem Ochoa-Restrepo et comprend vite quelle mine d'or représente un trafic industriel de cocaïne : Restrepo est assassiné et les Ochoa, matés. Dès l'été 1975, Escobar dirige seul, d'une main de fer, un classique syndicat criminel. Tous les autres, Carlos Lehder, Rodriguez Gacha, les Ochoa, etc., tremblent devant ses tueurs ; ils sont et resteront ses vassaux.

- **Seule une société criminelle stable peut garantir un marché illicite**. L'exemple des armes est éloquent. Un fabricant d'armes de l'Europe de l'Est ou des Balkans veut vendre 100 caisses de fusils d'assaut à un seigneur de la guerre africain ou sud-américain. Qui garantit, à l'un, que ces armes sont en bon état, et à l'autre, que les diamants ou les émeraudes fournis en paiement sont authentiques ? La Coface ?

(1) Vice-président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité.

(2) « *Justice chief set to go after organised crime* », *The Times*, 28 janvier 2005.

(3) *European Commission*, Brussels, 9/11/2005, SEC (2005).

(4) « *Killing Pablo : the hunt for the world's greatest outlaw* », *Atlantic Monthly Press*, New York, 2001.

Non ! La société honnête (l'État, ou une entreprise spécialisée) ne sait garantir qu'une transaction licite. Seule une entité criminelle, puissante donc respectée, peut garantir un trafic illégal. Voilà pourquoi tout trafic d'armes important ou durable est au minimum sous influence criminelle.

L'UE ET LES TRAFICS

La « route des Balkans »

Avec pour destination finale l'Union européenne, 10 tonnes d'héroïne remonteraient chaque mois la « route des Balkans »⁽⁵⁾. Nous avons estimé le profit minimum d'un mois de trafic de l'héroïne sur un seul axe d'environ 125 M€⁽⁶⁾. *Europol* confirme ces estimations : selon son rapport 2005⁽⁷⁾ en effet, 135 tonnes d'héroïne sont importées chaque année dans l'UE, à 80 % par la route des Balkans, soit 100 tonnes ; dont le prix de détail est de quelque 4 Md€.

Il n'y a point là dramatisation factice, mais inondation bien réelle de stupéfiants, dénoncée par les professionnels concernés. S'agissant de la circulation d'héroïne sur ce trajet, les Douanes françaises rapportent ainsi que : « 4 511 kg ont été saisis en 2004 (contre 2 596 kg en 2003)⁽⁸⁾ — soit une augmentation dramatique de près de 75 %. La raison en est la croissance importante de la production d'opium en 2004, en particulier en Afghanistan ». Une autre note des Douanes précise : « La majeure partie de l'héroïne arrivant en Europe vient de Turquie en suivant un itinéraire terrestre : Bulgarie, Serbie, Monténégro, Croatie, Slovaquie, Autriche, communément appelé route des Balkans »⁽⁹⁾ ; ce que confirme la récente saisie de 300 kg d'héroïne à Dunkerque dans un camion venant de Turquie⁽¹⁰⁾.

Notons enfin que cette inondation d'héroïne ne devrait pas se tarir dans l'avenir proche, bien au contraire, puisqu'en 2005, l'Afghanistan a produit 4 100 tonnes d'opium (4 200 tonnes en 2004, 3 200 tonnes en 2003) ; et devrait faire mieux encore en 2006, selon le représentant à Kaboul de l'agence des Nations unies contre la drogue et le crime⁽¹¹⁾.

Trafics de véhicules volés

Dans l'UE à 15, selon *Europol*, 1 300 000 véhicules sont volés par an, dont 60 à 70 % sont récupérés par la suite. Hors escroqueries à l'assurance, quelque 30 % du total — soit environ 390 000 véhicules d'usage haut de gamme — sont ainsi volés puis revendus hors d'Europe (Balkans, continent africain, etc.) par des réseaux criminels.

Diverses affaires jugées permettent en outre de savoir que, selon la marque, l'état, etc., ces véhicules se revendent de 5 000 à 10 000 € ; ce qui donne un chiffre d'affaires annuel de 2,8 à 3 Md€ pour ces réseaux — et quasiment autant de bénéfice, cette activité ne demandant nul capital de départ ou frais important en cours de route. Au-delà des besoins quotidiens des bandits en cause, des sommes énormes sont ainsi disponibles, par exemple pour les trafics de stupéfiants ou d'armes — activités criminelles, elles, gourmandes en capital initial.

Estimations de l'économie criminelle

Le rapport *Europol* évoqué ci-dessus donne quelques indications sur les sommes en cause dans l'économie criminelle de quelques pays de l'Union : le « profit » du crime organisé serait en Allemagne de 1,3 Md€ par an ; son « chiffre d'affaires » serait de 1 Md€ en Espagne ; et les biens possédés par les sociétés criminelles en Belgique seraient estimés à 1,5 Md€.

De 2003 à 2004 (dernière année disponible) et toujours selon *Europol*, la quantité de billets de banque contrefaits dans l'Union européenne a augmenté de 28 % (861 000 faux billets saisis, contre 674 000). En 2004, la contrefaçon de cartes bancaires a par ailleurs coûté 600 M€ à l'UE.

(5) *BBC monitoring - Beta News Agency*, Belgrade, 29 août 2004.

(6) *Défense Nationale*, novembre 2005, p. 162.

(7) *EU 2005 Organised crime report*, The Hague, 25 octobre 2005.

(8) DNRED/DRD/Douanes/ministère des Finances, note du 15 juillet 2005 intitulée « Stupéfiants : route des Balkans, bilan 2004 ».

(9) DRNED/Douane – fiche 5 août 2005 : « La route aérienne des Balkans ».

(10) www.douane.gouv.fr.

(11) « En baisse en 2005, l'énorme production d'opium afghan repart à la hausse », *AFP*, 12 décembre 2005.

Tout cela démontre une criminalisation croissante de l'économie légitime, phénomène désormais dénoncé même au niveau ministériel : « Les fonds d'origine illégale se mêlent toujours plus aux activités licites, ce qui rend leur détection de plus en plus difficile » (12).

TRAFICS MONDIAUX

Stupéfiants

La clientèle du marché mondial des stupéfiants en 2004 (en millions d'usagers)

(dernières données disponibles, source ONUDC, juin 2004)

Type de stupéfiant	Année 2000	Année 2004
Cannabis	144	150
Amphétamines + ecstasy	29	38
Cocaïne, crack, etc.	13	13
Opiacés (héroïne, etc.)	13,5	15

Au total, une « clientèle » de quelque 216 millions de personnes au monde.

S'il est le plus massif et le plus médiatisé de tous, ce trafic mondialisé des stupéfiants n'est pas le seul flux illicite engendré et contrôlé par le crime organisé transnational.

Êtres humains

Le rapport annuel 2004 d'*Europol* souligne que « l'opération complexe consistant à déplacer entre divers pays des groupes humains parfois importants demande un niveau d'organisation et de perfectionnement que seul le crime organisé peut atteindre ». Les acteurs importants du trafic international des êtres humains vers l'Union européenne sont ainsi d'abord les mafias italienne, albanaise et turque, les Triades, le Milieu serbe et croate, les *gangs* nigériens. Coopérant efficacement d'un continent à l'autre, ces sociétés criminelles savent jouer sur la sensibilité des dirigeants européens dès qu'il s'agit d'asile ou d'« exclusion »... Ce trafic a explosé dans la décennie 1990-2000 et augmente toujours.

Lors de la conférence « Pour une alliance mondiale contre la criminalité organisée internationale » (13) (mars 2002), M. Grenville Cross, alors procureur général de Hong Kong, estime que ce trafic affecte 4 millions d'êtres humains par an, pour un chiffre d'affaires de 7 Md\$. Tandis qu'*Interpol* parle d'un CA de 17 Md\$ et de 25 millions de victimes, dont un million de femmes et d'enfants livrés chaque année à l'exploitation sexuelle (14).

Mondialement, de 25 à 27 millions d'êtres humains vivent en situation d'esclavage ; là-dessus, de 700 000 à 4 millions d'individus au niveau mondial (selon les catégories et modes de calcul retenus), à 95 % des femmes, adolescents et enfants, sont chaque année transformés en une « marchandise humaine » d'usage, vouée à la prostitution (sinon au vol, à la mendicité, etc.). En direction de l'Europe, ces trafics concernent de 200 000 à 500 000 personnes par an (dont 120 000 provenant des Balkans, 50 000 de l'ex-URSS).

Rien qu'en France, il y aurait (selon l'Office central de répression du trafic des êtres humains, OCRTEH) de 15 000 à 18 000 prostituées, à presque 90 % étrangères, ayant en 2004 rapporté à leurs proxénètes (nous parlons ici de bénéfices, tous coûts déduits) entre 1,5 Md€, hypothèse minimale, et 3,3 Md€, hypothèse moyenne. Dans l'option basse, un proxénète exploitant 5 femmes peut ainsi compter sur un profit net de 500 000 € par an, largement de quoi investir dans un trafic de stupéfiants, au niveau du demi-gros. Avec cette somme, ce criminel peut ainsi acheter en Turquie 12 kilos d'héroïne assez pure, et décupler sa mise

(12) Thierry Breton, ministre de l'Économie. Actes du colloque « Acteurs publics et entreprises, contre l'économie hors-la-loi », ministère des Finances, 31 mars 2005.

(13) Tenue à Hong Kong, en présence de 500 policiers et experts issus de 34 pays. Sur ce point, voir aussi « *Trafficking in migrants* », *International Organization for Migration (IOM-ONU)*, données 2001 (dernières disponibles). Pour les détails sur les flux, www.iom.int, puis « publications ».

(14) Les estimations officielles américaines sont de 700 000 à 2 millions de femmes et d'enfants livrés chaque année au trafic trans-frontières pour exploitation, sexuelle ou autre.

en quelques mois, en revendant, par dizaines ou centaines de grammes, sa drogue coupée à des *dealers*-détaillants opérant en France.

Selon François Trémeaud, directeur exécutif du Bureau international du travail, il y aurait environ 85 millions de migrants dans le monde, dont 10 à 15 % (soit de 8 à 12 millions) seraient des clandestins ayant payé des réseaux criminels pour émigrer (15).

En France, le travail illégal (tous secteurs confondus) provoque pour les caisses de l'État une perte grossièrement estimée à 55 Md€ par an. Or, ce travail dissimulé est naturellement lié à l'immigration clandestine et partiellement sous contrôle de groupes criminels (ou terroristes, par exemple kurdes ou tamouls) qui, ayant convoyé la main-d'œuvre clandestine sur notre sol, la livrent ensuite à des employeurs sans scrupules. Notons ici que, malgré l'énormité du préjudice qu'elle suscite, la scène criminelle entourant l'ensemble migrations clandestines-travail illégal semble fort mal connue des autorités, puisque « malgré la mobilisation de dizaines de milliers de fonctionnaires à Paris et en province (police, gendarmerie, agents des impôts et des douanes, inspecteurs du travail et de l'Urssaf) aucun service n'est en mesure de disposer de données globales pour 2004. *A fortiori*, pour 2005 non plus » (16).

Armes « légères »

Selon l'ONU, il y aurait 640 millions d'armes « légères » ou de petit calibre, de par le monde (17) (fusils et pistolets-mitrailleurs, fusils d'assaut, armes de poing, lance-grenades et grenades, mines, etc.). Cet afflux est d'abord nourri par un trafic illégal dont le montant annuel estimé dépasse le milliard de dollars. Il est très meurtrier, au point que les seules authentiques « armes de destruction massive » vraiment utilisées au monde sont en fait ces armes dites « légères ». Exemples :

- Les guerres tribales qui ensanglantent la république démocratique du Congo (ex-Zaïre) ont provoqué 3,3 millions de morts entre 1998 et 2003 ; s'ils proviennent en majorité des épidémies et famines, ils sont dûs pour 15 % à des combats, assassinats et massacres conduits à l'aide d'armes légères, soit 500 000 homicides en quatre ans.

- Plus largement, les Nations unies estiment que les armes légères illégales provoquent 500 000 morts par an dans le monde (conflits locaux, assassinats, suicides, etc.), soit 57 homicides chaque heure.

Contrefaçons d'origine criminelle

- La contrefaçon (18) des médicaments coûte à l'industrie pharmaceutique mondiale 30 Md€ par an, soit 10 % de son chiffre d'affaires (Jean-François Dehecq, PDG de Sanofi-Aventis).

- Au niveau mondial, la contrefaçon et le piratage représentent pour leurs victimes un préjudice annuel de 500 Md\$.

UNE DIFFICILE PRISE DE CONSCIENCE : MYOPIE LIBÉRALE ET « CRIMES SANS VICTIMES »

Comme l'œil humain, toute idéologie a son point aveugle. Ainsi le libéralisme, idéologie de la mondialisation capitaliste, perçoit mal les méfaits du crime organisé. Cet aveuglement n'est pas accidentel : lutter contre le blanchiment d'argent et intercepter des flux illégaux (trafic de stupéfiants, etc.), contredit le dogme du « laisser-faire, laisser-passer ». L'existence d'une « main invisible », criminelle celle-ci, et agissant par voie d'intimidation, gêne toujours un peu les libéraux. Comme parade, certains d'entre eux ont alors forgé le concept de « crimes sans victimes » : une société criminelle se contente de fournir au public des biens et services (drogue, prostituées, porno) réduits à l'illégalité par un pouvoir réactionnaire et pudibond ; et si l'idiote prohibition et l'absurde censure étaient levées demain, les mafias seraient en faillite dans la semaine.

Naturellement, les idéologues prônant ces vues naïves ne savent rien du monde criminel réel et n'ont jamais vu un malfaiteur de leur vie, moins encore un mafieux — sauf au cinéma, ce qui aggrave encore leur

(15) Colloque « Acteurs publics et entreprises... » *op. cit.*

(16) « Un préjudice qui se chiffre en milliards d'euros », *Le Figaro*, 29 octobre 2005.

(17) « Jacques Chirac se rallie à un projet de contrôle international du commerce d'armes légères », *Le Monde*, 7 décembre 2005.

(18) Colloque « Acteurs publics et entreprises... » *op. cit.*

ignorance ; car en réalité, l'activité ordinaire d'une entité criminelle stable constitue un danger grave et persistant pour nos sociétés — et plus encore pour les pays en développement : son action corruptrice mine les valeurs sociales acceptées par le plus grand nombre ; quoique discrète, son action criminelle suscite dans la population mécontentement et frustration, fragilisant le pouvoir politique, quel qu'il soit ; son trafic illicite de ressortissants du Tiers-Monde contribue à susciter une sur-criminalité d'origine étrangère, donc a créer un climat d'insécurité et de xénophobie.

La criminalité organisée de niveau stratégique représente d'abord un péril financier de première grandeur. À la fin des années 80, *Wharton Econometric Forecasting Associates*, observatoire économique américain renommé, a mené une enquête approfondie sur la puissance financière du crime organisé aux États-Unis, au profit d'une commission présidentielle. Sa conclusion était éloquent : au milieu des années 80 — donc avant le formidable appel d'air entraîné par la mondialisation et la disparition de la plupart des barrières édictées lors de la guerre froide — le chiffre d'affaires annuel du crime organisé aux États-Unis dépassait les 45 Md€ (1,1 du PNB américain), soit plus que les industries du fer, de l'acier, du cuivre et de l'aluminium réunies. Année après année, trafic de narcotiques, prêts à taux usuraires, jeux illégaux, prostitution, *racket*, laissent aux grandes mafias un profit de 23 Mds €.

Ajoutons que les milliards récupérés chaque année par les mafieux ne sont pas répartis à la façon du capitalisme légal, épris d'éthique et de transparence. Ce capital criminel n'est pas dispersé entre une infinité de porteurs, comme celui d'une entreprise multinationale cotée en Bourse, mais pour l'essentiel réuni entre les mains de quelques « parrains ». Aux États-Unis, le gros du pactole échoit encore aux chefs des « familles » de *Cosa Nostra* ; au total une quinzaine d'individus, dont la moitié récolte les trois quarts du butin. Sur cette planète, aucun capital n'est aussi concentré, et aussi secret, que le capital criminel.

Ces menaces mafieuses « classiques » ne sont pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Ces dernières années en effet, et preuves à l'appui, de l'Italie au Pakistan, du Japon aux États-Unis, de l'Algérie à la Russie, de nouveaux trafics criminels ont rapproché d'une part, de puissantes mafias, et de l'autre, de multiples entités dangereuses apparues ou ressuscitées depuis la fin de l'ordre bipolaire.

De façon avérée, des mafieux ont ainsi armé et équipé plusieurs groupes terroristes dangereux ; se sont associés à des sectes apocalyptiques ; ont gravement attenté à l'équilibre de vingt pays par voie de migrations illégales ; à la santé publique et à l'environnement de plusieurs pays de l'Union européenne. Ces crimes mafieux sont une réalité d'aujourd'hui et font d'innombrables victimes.

L'Union européenne est directement concernée par tous ces trafics, de drogue, d'hommes, d'armes. Elle a tous les moyens pour contrôler la route des Balkans puisqu'elle participe à la reconstruction de l'Afghanistan et des pays de l'ex-Yougoslavie, quand il ne s'agit pas de pays candidats à l'adhésion. Avec l'espace de Schengen, elle est compétente pour lutter contre l'immigration clandestine. Elle s'est même dotée de structures pour combattre la criminalité organisée (*Europol*, *Eurojust*). Qu'attend-elle pour agir ? Pour mettre en place une stratégie, pour lutter efficacement ? Il y a urgence.

Xavier RAUFER

Xavier Rauffer est chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris et directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Université Paris II- Panthéon-Assas. Pour en savoir plus : www.drmcc.org et www.xavier-rauffer.com.

défense nationale et sécurité collective

11 numéros par an

France : 84 €
Étranger : 123 €
Soutien : 2 000 €

Nom Prénom

Société

Fonction

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque

mandat

CCP Paris 516 57 E

Date

Signature

BP 64, 00445 Armées ou BP 8607, 75325 Paris cedex 07
Tél. : 01 44 42 31 90 - Fax : 01 44 42 31 89 - Courriel : redac@defnat.com
Site Internet : <http://www.defnat.com>